

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT

SESSION DU 4 MARS 2014

Ministère de la réforme de l'Etat,
de la décentralisation et de la fonction publique

Projet de décret du modifiant le décret n°2000-1222 du 14 décembre 2000 modifié relatif à la commission administrative paritaire interministérielle et aux commissions administratives paritaires ministérielles compétentes à l'égard du corps des administrateurs civils

Il est soumis au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat le présent projet de décret qui modifie le décret n°2000-1222 du 14 décembre 2000 modifié relatif à la commission administrative paritaire interministérielle et aux commissions administratives paritaires ministérielles compétentes à l'égard du corps des administrateurs civils.

La modification de la composition de la commission administrative paritaire interministérielle (CAPI) du corps des administrateurs civils est nécessaire en vue des prochaines élections professionnelles, afin de rééquilibrer la représentation syndicale des grades actuels d'administrateur civil (AC) et d'administrateur civil hors classe (ACHC) au regard de l'évolution des effectifs de ces grades et de la création du grade d'administrateur général.

Par ailleurs, le présent projet de décret prend en compte des demandes formulées par les organisations syndicales représentatives du corps des administrateurs civils sur les modalités de fonctionnement de la CAPI.

L'article 1^{er} du projet de décret modifie l'article 1^{er} du décret du 14 décembre 2000 afin que ce décret ne soit plus dérogatoire au droit commun des commissions administratives paritaires sur trois points : les dispositions du décret n°82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires (modifiées et simplifiées par le décret n°2011-183 du 15 février 2011) trouvent désormais à s'appliquer, notamment ses articles 5 (nombre de suppléants), 9 (fonctionnement de la suppléance), et 22 (désignation des suppléants).

L'article 2 modifie la composition actuelle de la CAPI afin de prévoir que le nombre de représentants de l'administration devient fixe. Il sera désormais fixé à treize : le directeur général de l'administration et de la fonction publique ainsi que douze autres représentants de l'administration désignés parmi les directions du personnel d'administration centrale ou d'administration assimilée comportant au moins cinq emplois d'administrateurs civils.

L'article 3 crée un article 2-1 dans le décret du 14 décembre 2000 qui prévoit les modalités de désignation des représentants de l'administration en cas de changement des structures ministérielles. Ainsi, par exemple, si le nombre d'administrations centrales ou assimilées comportant au moins cinq administrateurs civils est inférieur à douze, un mécanisme d'ajustement est mis en place pour prévoir une sur-représentation d'un ou des ministères employant le plus d'administrateurs civils.

En outre, il prévoit que si une administration centrale ou assimilée employant des administrateurs civils n'est pas représentée à la CAPI, le directeur général de l'administration et de la fonction publique en tant que président de la commission peut convoquer un ou des représentants des administrations concernées en qualité d'expert.

L'article 4 supprime la référence à l'emploi de directeur adjoint qui n'existe plus depuis l'abrogation du décret n° 55-1226 du 19 septembre 1955 portant règlement d'administration publique relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de chef de service, de directeur adjoint et de sous-directeur des administrations centrales de l'Etat par le décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'Etat.

L'article 5, en cohérence avec les dispositions des articles 2 et 3, prévoit que désormais le nombre de représentants du personnel est fixe. Il abroge donc le mécanisme d'ajustement prévu pour adapter le nombre de représentants du personnel en fonction du nombre de représentants de l'administration.

Le nombre de représentants titulaires du personnel passe de 14 à 13, répartis de la façon suivante :

- 1 représentant titulaire pour le grade d'administrateur général ;
- 9 représentants titulaires pour le grade d'administrateur civil hors classe ;
- 3 représentants titulaires pour le grade d'administrateur civil.

L'article 6 supprime l'alinéa prévoyant que le directeur général de l'administration et de la fonction publique fixe la date des élections. La CAPI est désormais soumise au droit commun fixé par l'article 11 du décret du 28 mai 1982 précité disposant que la date des élections des CAP est fixé par arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre chargé de la fonction publique.

L'article 7 abroge les articles 5 et 7 du décret du 14 décembre 2000 qui dérogeait au droit commun des CAP sur le fonctionnement de la suppléance et le nombre de suppléants. Ainsi, le nombre des représentants suppléants est, désormais, égal au nombre des représentants titulaires et non plus égal au double du nombre des titulaires.

Ce projet de décret concernant le corps des administrateurs civils, corps unique à vocation interministérielle relevant du Premier ministre, il est nécessaire de soumettre ce dernier à votre avis.

Il a été soumis pour avis à la commission administrative paritaire interministérielle du corps des administrateurs civils du 14 février 2014.